



MOUVEMENT MONDIAL POUR LES FORÊTS TROPICALES  
Bulletin Mensuel - Numéro 202 - Mai 2014

NOTRE OPINION

- [Un sommet sur les forêts, avec des “experts” mais sans les peuples](#)

LES COMMUNAUTÉS, LA MONOCULTURE D'ARBRES ET LES FORÊTS

- [La campagne de propagande de Stora Enso au Laos](#)  
Stora Enso, qui ne cesse de causer des violations des droits de l'homme en Amérique latine et en Chine où elle a promu la plantation d'arbres à grande échelle, semble avoir adopté au Laos une méthode différente, qu'elle présente comme un grand succès. Le présent article réfléchit sur le matériel de propagande utilisé par Stora Enso dans le cas du Laos.
- [Mozambique : l'expansion des plantations d'arbres augmente le danger pour la souveraineté alimentaire](#)  
L'entreprise norvégienne Green Resources, qui a fait de forts investissements dans des plantations d'arbres au Mozambique, vient d'acquérir le Global Solidarity Forest Fund, société qui opère dans la région par l'intermédiaire de sa filiale Chikweti. Cette fusion permet à Green Resources d'accroître ses activités à grande échelle et de consolider ses affaires de plantation d'arbres en Afrique orientale.
- [Argentine : Harvard défend avec acharnement ses plantations forestières](#)  
En Argentine, l'Université d'Harvard est propriétaire de 87 000 hectares dans la province de Corrientes, où les sociétés Empresas Verdes Argentinas S.A. (EVASA) et Las Misiones S.A. gèrent des plantations de pins et d'eucalyptus. Un groupe d'étudiants et de professeurs d'Harvard a mené une recherche à ce sujet et publié un rapport qui critique les activités de leur propre université à Corrientes.
- [Chili : les plantations forestières ont causé l'incendie de Valparaíso](#)  
L'incendie tragique qui a eu lieu à Valparaíso est un exemple clair de ce qui est en train d'arriver à divers endroits du centre-sud du Chili, où les plantations industrielles de pins et d'eucalyptus représentent un énorme danger. Dans le cas qui nous occupe, les plantations forestières propriété de l'entreprise Forestal Valparaíso S.A. entourent les collines et les banlieues de la ville.

- [Uruguay : les latifundia forestiers des transnationales](#)  
Le débat sur le passage et la concentration de la terre dans des mains étrangères porte inéluctablement sur les sociétés transnationales qui, en Uruguay, figurent parmi les leaders du secteur forestier.
- [Le projet REDD d'Ulu Masen en Indonésie : du vent](#)  
Le projet d'Ulu Masen a été formulé en 2008 dans le but de générer 3,3 millions de crédits carbone par an. Ulu Masen est devenu le premier projet REDD à être validé suivant la norme Climat, Communauté et Biodiversité. En 2012, Chris Lang, du REDD-Monitor, a visité Aceh et trouvé que le projet n'existait plus. Cet article est basé sur sa visite et sur des rapports sur Ulu Masen (<http://www.redd-monitor.org/tag/ulu-masen/>).
- [L'Alliance pour la souveraineté alimentaire des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes](#)  
Les 2 et 3 mai 2014 s'est tenue à Santiago du Chili la IV Conférence spéciale sur la souveraineté alimentaire des mouvements sociaux d'Amérique latine et des Caraïbes, organisée par l'Alliance pour la souveraineté alimentaire des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes, une importante coalition formée en 2012 et constituée par des mouvements sociaux de peuples indigènes, de paysans, de travailleurs ruraux, de pêcheurs artisanaux, de femmes, d'écologistes et d'ONG.

## LES GENS SE METTENT À L'OEUVRE

- [Cameroun : appel à l'action contre Herakles Farms](#)
- [Appel international pour freiner la prolifération des OGM](#)
- [Journée internationale contre Chevron](#)
- [Inde : des personnes sont expulsées pour "sauver les tigres"](#)
- [Victoire sur des accapareurs malais de terres en Papouasie-Nouvelle-Guinée](#)
- [Accusations et propositions du Mouvement des victimes des barrages du Brésil](#)

## RECOMMANDATIONS

- ["Permis de piller"](#)
- ["Carbone contre nourriture"](#)

---

## NOTRE OPINION

- Un sommet sur les forêts, avec des "experts" mais sans les peuples



Les 5 et 6 mai de cette année, le Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR) a organisé un sommet sur les forêts à Jakarta, en Indonésie : le Sommet de l'Asie sur les forêts 2014 [1]. Sur la page web de cette manifestation, les organisateurs soulignent que « des cadres des grandes entreprises, des leaders de la société civile, des experts en développement et les meilleurs scientifiques du monde » y ont participé. On y apprend également que l'enjeu de la rencontre consistait à trouver des moyens pour que la région asiatique « puisse faire, de façon plus rapide, la transition vers une économie verte en gérant mieux ses forêts et ses paysages », en cherchant « de nouvelles possibilités de croissance verte pour le développement ». Pour assurer une suite à la rencontre, les organisateurs veulent informer sur d'autres initiatives nationales et internationales qui visent, par exemple, à encourager « des synergies entre le changement climatique et le développement économique, qui soient avantageuses pour tous », en plus de « réaffirmer le potentiel de REDD+ ».

Quand on observe le profil des participants mis en vedette, on voit que ce sommet ne s'adressait pas aux peuples indigènes ni aux communautés des forêts, bien qu'ils aient, eux aussi, des chefs et des autorités et qu'ils possèdent, eux aussi, des connaissances en la matière, en particulier ces expertes en forêts que sont les femmes. Le savoir populaire construit et transmis d'une génération à l'autre fait que les peuples et les communautés des forêts soient les véritables « spécialistes » mondiaux de la préservation et de l'aménagement de la forêt.

Quand les peuples indigènes et les communautés forestières parlent de l'avenir et de la manière de résoudre la crise des forêts, en général ils ne parlent pas de promouvoir un changement vers une « économie verte » ni de chercher « des possibilités de croissance verte ». C'est peut-être parce qu'ils n'ont pas inventé ces notions qu'ils réussissent à maintenir leurs forêts intactes. Les milliers de communautés dont les territoires ont été envahis par de grandes entreprises, et les dizaines d'autres où de grandes ONG entendent mettre en œuvre des projets REDD+, disent le plus souvent que ces entreprises et ces ONG feraient mieux de retourner chez elles. D'ailleurs, il semble vraiment contradictoire que les sociétés transnationales souhaitent faire partie de la « solution » suivant la logique de « l'économie verte », et veuillent transformer les problèmes écologiques dont elles sont responsables en de nouvelles « opportunités ».

La poursuite des activités destructrices et nuisibles est inscrite dans l'ADN de l'économie verte. On met en avant les avantages d'un scénario où tout le monde est censé gagner (win-win) quand on dit que les sociétés transnationales peuvent continuer à détruire et à faire des bénéfices, à condition qu'elles compensent cette destruction en conservant ailleurs des zones considérées comme « semblables », tout en gagnant davantage d'argent par la commercialisation de titres dans les marchés des « services environnementaux ». Or, l'expérience a déjà montré que, dans les faits, les

communautés qui habitent les forêts et qui en dépendent sont les plus lésées par cette économie et cette croissance « vertes » qu'on leur impose.

Nos gouvernements devraient regarder de près ce qui se passe dans les rencontres populaires comme celle qui vient d'avoir lieu à Santiago du Chili où, à la même date où s'est déroulé le sommet du CIFOR, plus de 50 organisations de paysans, de pêcheurs et de communautés rurales ont adressé une série de recommandations à la Conférence régionale de la FAO qui s'est tenue au Chili [2]. Dans leur déclaration rien n'est dit sur l'économie ou la croissance « vertes ». En revanche, les femmes et les hommes présents ont mis en avant l'engagement et la lutte pour la souveraineté alimentaire comme quelque chose de crucial pour assurer le bien-être des peuples. Ils affirment que cela contribuera à éliminer la pauvreté et à combattre la faim, et rappellent que l'agriculture paysanne, malgré toutes les difficultés qu'elle rencontre, nourrit 70 % des habitants du monde. Ils affirment sans détour et grâce à leur propre expérience qu'il n'est pas possible de combattre les crises environnementale et climatique en se centrant sur les industries, les grandes entreprises ou les mécanismes du marché. Pour avancer, il faut accorder la priorité aux territoires et aux peuples qui les habitent, et construire avec eux et auprès d'eux des chemins de sortie de la crise.

Il est réellement nécessaire que nos gouvernements réfléchissent de façon spéciale à cette phrase de la déclaration des organisations et des mouvements réunis au Chili : « Nous croyons qu'il est temps que les gouvernements et les organismes internationaux écoutent la voix des peuples ». Pour avancer dans cette direction, les prochains sommets sur la grave situation des forêts du monde devraient être organisés de façon telle que les communautés tributaires des forêts en soient les principales invitées et protagonistes.

[1] <http://www.cifor.org/forestsasia/>.

[2] <http://viacampesina.org/es/index.php/temas-principales-mainmenu-27/soberanalimentary-comercio-mainmenu-38/2125-declaracion-de-movimientos-y-organizaciones-sociales-ante-33va-reunion-fao-alc>.

[index](#)

---

## LES COMMUNAUTÉS, LA MONOCULTURE D'ARBRES ET LES FORÊTS

- La campagne de propagande de Stora Enso au Laos



Depuis son adoption du Plan d'action forestière tropicale de la Banque mondiale en

1990, le gouvernement du Laos a commencé, avec l'aide d'institutions financières internationales, à transformer les forêts du pays en plantations industrielles d'arbres, en envahissant des terres et des forêts et en privant la population de ses moyens d'existence. À l'époque, près de 80 % des habitants du Laos dépendaient directement des forêts pour leur survie physique et culturelle. Ce chiffre suffit pour montrer à quel point l'expansion des plantations d'arbres a porté atteinte aussi bien au droit d'utiliser la terre et la forêt qu'à la souveraineté alimentaire de la population du pays.

Les hévéas sont l'une des principales espèces qui ont été introduites pour faire des plantations en régime de monoculture. En 2007, quarante entreprises, surtout chinoises, vietnamiennes et thaïlandaises, plantaient des hévéas sur une superficie de 182 900 hectares [1]. Des eucalyptus aussi ont été plantés, aussi bien par l'entreprise Oji sur 22 000 hectares que par Stora Enso sur environ 700 hectares. En outre, le gouvernement du Laos prétend porter la superficie des plantations d'arbres à 500 000 hectares d'ici 2020 [2].

La société finno-suédoise Stora Enso, une des plus grosses fabricantes de pâte et de papier du monde, est arrivée en Asie il y a plusieurs années. Comme tant d'autres transnationales, elle a été attirée par la possibilité d'obtenir d'énormes bénéfices grâce à la main-d'œuvre bon marché et à la croissance du marché consommateur intérieur de quelques pays de la région, comme la Chine. La demande de carton d'emballage de ce pays intéressait particulièrement l'entreprise. L'économie chinoise (qui est de très loin la plus grande exportatrice du monde) a besoin de beaucoup d'emballages pour exporter des produits de consommation « de style occidental » [3]. D'après le site web de Stora Enso, « ici à Beihai, plus de 2 000 kilomètres au sud-ouest de Shanghai, dans la province de Guangxi, il y aura bientôt une usine ultramoderne de pâte et de carton » [4].

Stora Enso a eu de nombreux impacts négatifs dans les pays où elle a encouragé les plantations industrielles d'arbres. Au cours de son assemblée générale de 2011, organisée à Helsinki, un groupe d'organisations de la société civile finlandaise et latino-américaine avait publié un communiqué de presse où il déclarait que « Stora Enso gagne de l'argent en violant les lois environnementales, les lois du travail et le code pénal en Amérique latine » [5]. Et, en 2013, un groupe de onze ONG finlandaises et internationales a présenté une plainte au Conseil des droits de l'homme de l'ONU au sujet des violations de ces droits associées aux plantations d'eucalyptus de Stora Enso et à la fabrique de carton que cette entreprise prévoyait de construire en Chine [6].

Malgré ces antécédents, celui qui voudra obtenir de l'information sur les activités de Stora Enso au Laos se retrouvera devant une vidéo publicitaire de 7 minutes, où l'entreprise explique le succès de son projet de plantation d'arbres, apparemment non conventionnel, dans une zone montagneuse riche en forêts du nord du Laos, où se trouvent « les districts les plus pauvres » du pays. Sous le titre « Pensez-y : dans nos plantations poussent non seulement des arbres mais aussi des aliments », la vidéo montre que l'on plante non seulement des eucalyptus mais du riz également, suivant un système « agro-sylvicole » [7].

Il faut pourtant faire quelques remarques à propos de cette vidéo et de l'histoire, apparemment réussie, qu'elle raconte.

Le directeur des opérations de Stora Enso déclare que, du fait que la zone était pleine

de bombes de la guerre du Vietnam, il n'était pas possible d'y pratiquer une « agriculture efficace » mais seulement « l'agriculture itinérante traditionnelle », et que « cela ne produit pas suffisamment de nourriture pour eux », c'est-à-dire pour les villageois. Premièrement, cette affirmation porte à croire que Stora Enso ignore l'importance des méthodes agricoles traditionnelles et itinérantes qui, dans le monde entier, se sont avérées efficaces, par exemple en ce qui concerne les fournitures dont elles ont besoin. En plus, l'énorme diversité d'aliments que l'on obtient par ces méthodes a garanti la souveraineté alimentaire des millions de personnes qui dépendent de la forêt. Deuxièmement, l'affirmation de Stora Enso montre que la position de l'entreprise coïncide parfaitement avec la politique officielle du gouvernement du Laos, qui prétend éliminer la culture itinérante. Avec l'aide d'agences de développement allemandes et suédoises, le Laos a mis en œuvre, depuis plus de dix ans, une politique d'exploitation, de planification et de distribution de la terre (LUPLA) qui vise à éliminer la culture itinérante sur les hautes terres, sous prétexte qu'elle provoque le déboisement et la dégradation des forêts.

D'autre part, cela a facilité l'entrée des entreprises de plantation dans ces régions, en considérant que les plantations industrielles d'arbres sont des méthodes de « reboisement ». Stora Enso affirme dans la vidéo que c'est grâce au système « agroforestier » que les paysans disposent « d'un endroit sûr pour cultiver du riz », en allusion aux bombes de la guerre du Vietnam qu'on trouve dans la région.

Il est important de savoir que, pour planter du riz entre des rangées d'arbres, les paysans doivent adapter leurs méthodes de culture aux caractéristiques d'une plantation d'eucalyptus. Par exemple, on ne peut y planter du riz que pendant la première année ; par la suite, les eucalyptus à croissance rapide donnent tant d'ombre qu'il devient impossible d'y cultiver d'autres produits agricoles. Cela permettra à Stora Enso d'étendre ses plantations sur d'autres zones pour continuer à créer des espaces de production de riz pour la population, de sorte que l'ensemble du processus aboutira à l'expansion permanente des plantations d'arbres et à la diminution continue des zones de forêt dont les communautés peuvent disposer à d'autres fins.

Le personnel de Stora Enso affirme que l'entreprise embauche des gens de la région, aussi bien dans les plantations qu'en élevant des plantes en pépinière. Pourtant, s'il est vrai que n'importe quelle plantation a besoin au départ d'une main-d'œuvre relativement importante, on sait bien que, vu « l'efficacité » avec laquelle l'entreprise gère ses plantations à d'autres endroits, elle réduira le plus possible la main-d'œuvre à l'avenir, de sorte que la demande de travailleurs diminuera elle-aussi. Il est peut-être vrai que, dans le cas de ce petit projet en particulier, Stora Enso emploie davantage de personnes des villages que d'habitude, mais il faut mentionner également que le coût de la main-d'œuvre est très faible au Laos. Dans la vidéo, un habitant dit à un moment donné : « si elle dit 25 000 kips, elle paie 25 000 kips, sans aucune déduction », à propos du prêt payé par Stora Enso. 25 000 kips sont l'équivalent d'environ 3 dollars. Cette somme correspond probablement à la rémunération quotidienne que les gens reçoivent de Stora Enso pour travailler sur les plantations, sans faire mention d'aucun bénéfice social ; la petitesse du montant contraste fortement avec les millions qu'une transnationale comme Stora Enso gagne chaque année.

Jusqu'en 2012, Stora Enso n'avait planté que 700 hectares mais son objectif est de planter 35 000 hectares [8]. Cela porte à se demander quel est pour l'entreprise l'objectif final de ce projet de plantation. Comme toute entreprise, Stora Enso veut gagner de l'argent, et elle y parvient en allant dans les pays du Sud, en y achetant à bas

prix des centaines de milliers d'hectares et en y trouvant de la main-d'œuvre bon marché. Cependant, il est évident que les 700 hectares plantés jusqu'à présent au Laos ne vont pas contribuer à l'objectif général de l'entreprise d'augmenter la production, parce que l'étendue est petite mais aussi parce que, dans la région montagneuse du Laos, la production, la récolte et le transport se heurtent à de nombreuses difficultés. En outre, l'entreprise semble vouloir se présenter plutôt comme une « ONG de développement », et elle a même entrepris de déterrer une partie des 2 millions de tonnes de bombes tombées sur le Laos pendant la guerre du Vietnam.

Ce que nous pouvons apprendre de cette expérience est qu'il faut bien comprendre les merveilleuses vidéos de propagande que publient des transnationales comme Stora Enso, et les examiner dans le contexte général des stratégies de ces grandes entreprises, pour savoir ce qui se cache derrière ces « succès ». L'information qu'on peut en tirer est importante, avant tout pour les communautés concernées par les « projets réussis » de ce genre, mais aussi pour celles qui ont déjà subi les effets négatifs des activités de l'entreprise.

Winnie Overbeek, WRM, [winnie@wrm.org.uy](mailto:winnie@wrm.org.uy)

[1] <http://wrm.org.uy/articles-from-the-wrm-bulletin/section1/laos-expansion-of-rubber-plantations-more-conflicts-with-communities/>.

[2] Zhou, When, 2012. Transnational paper and pulp: the production of eucalyptus plantations in China and Laos, <http://www.eci.ox.ac.uk/research/ecodynamics/downloads/2012Zhou.pdf>.

[3] <http://wrm.org.uy/wp-content/uploads/2013/01/EJOLTplantations.pdf>.

[4] <http://www.storaenso.com/rethink/investing-in-china>.

[5] <http://wrm.org.uy/articles-from-the-wrm-bulletin/section2/stora-enso-makes-money-out-of-environmental-crimes/>.

[6] <http://wrm.org.uy/articles-from-the-wrm-bulletin/section2/ngos-filed-a-complaint-to-united-nations-against-stora-ensos-human-rights-violations-in-china/>.

[7] <http://www.youtube.com/watch?v=PeGqGLcOV6E>.

[8] Ibid. Zhou, When, 2012.

[index](#)

---

- Mozambique : l'expansion des plantations d'arbres augmente le danger pour la souveraineté alimentaire



Au Mozambique, les plantations d'arbres datent de la période coloniale où le Portugal

encourageait la plantation d'eucalyptus et de pins. Au moment de l'indépendance, les plantations d'essences exotiques occupaient 20 000 hectares dans sept provinces.

En 1992, la superficie des plantations d'arbres avait doublé, atteignant près de 40 000 hectares. L'intense promotion de l'investissement privé dans les plantations industrielles a suscité l'expansion de ces dernières qui, d'après la FAO, occupaient 62 000 hectares en 2010. En outre, une stratégie nationale de reboisement a fixé l'objectif de créer des plantations d'arbres sur près de 1,3 million d'hectares au cours des 20 années suivantes.

La province de Niassa, la plus large du pays, située dans le nord, a été l'endroit idéal pour la promotion de grands investissements dans des plantations d'arbres, du fait que les sols et les conditions climatiques y sont favorables en général. Des entreprises et des fonds d'investissement des pays nordiques (Norvège, Suède et Finlande) y ont fortement investi dans les secteurs de la plantation d'arbres et du traitement du bois. Tel est le cas de la société privée Green Resources, qui a de gros actionnaires comme la société d'investissement Phaunos Timber Fund Limited et une des plus grandes compagnies d'assurances de Norvège, Storebrand [voir le Bulletin n° 191 du WRM].

Le fonds d'investissement suédois Global Solidarity Forest Fund (GSFF), une initiative des églises suédoise et norvégienne qui compte parmi ses investisseurs le Fonds de pensions néerlandais ABP [voir le Bulletin n° 173 du WRM], a commencé elle aussi à fonctionner dans la région en 2005, par le biais de sa filiale Chikweti, en plantant surtout des pins ; néanmoins, ses nouvelles plantations sont composées à 90 % d'eucalyptus.

Cette expansion a causé de graves problèmes parce qu'elle s'empare des terres des machambas, petites fermes familiales où l'on cultive des produits alimentaires [voir le Bulletin n° 165 du WRM]. D'après un rapport publié par FIAN International pour l'alliance Hands off the land [1], « dès le début, les communautés des districts de Lago, Lichinga et Sanga ont protesté contre les plantations d'arbres. Dans certains cas, les plaintes ont donné lieu à une résistance ouverte et à des conflits. Un des plus forts impacts de l'établissement de plantations industrielles d'arbres au Niassa est que les communautés paysannes locales n'ont plus accès aux terres fertiles qu'elles affectaient à la production alimentaire. Les paysans sont obligés de cultiver des champs qui sont beaucoup plus loin de leurs foyers, et ils mettent parfois des heures pour y arriver. Dans certains cas, les maisons proches des plantations ont été abandonnées, soit pour se rapprocher des nouvelles zones de production agricole, soit parce que les habitants craignaient qu'elles soient détruites par le feu. En effet, tandis qu'on menace les paysans de leur appliquer des amendes s'ils brûlent leurs champs, les entreprises continuent d'utiliser le feu dans leurs plantations ».

Le rapport révèle aussi que « la nourriture et les moyens de subsistance des villages qui se trouvent dans les zones des plantations diminuent encore du fait que leurs habitants ne peuvent plus entrer dans les forêts. Les membres des communautés utilisent les produits forestiers à des fins diverses : le bois pour cuisiner ou pour fabriquer du charbon, les matériaux de construction, les fruits et quelques plantes à usage médicinal. Quelques-uns de ces produits forestiers leur permettent aussi d'avoir des revenus supplémentaires. Les gens affirment qu'ils ne disposent plus de ces ressources depuis l'établissement des plantations d'arbres, soit parce que les entreprises forestières leur refusent le droit d'y entrer pour ramasser du bois de feu,

soit parce que les forêts indigènes sont abattues ».

À présent, la situation risque de s'aggraver. Green Resources vient d'acquérir la Global Solidarity Forest Fund (GSFF), et cette fusion lui permet d'intensifier ses opérations et de consolider ses affaires de plantation d'arbres en Afrique orientale.

Cela veut dire qu'il y aura davantage de plantations de pins et d'eucalyptus et, par conséquent, davantage de menaces pour la souveraineté alimentaire des communautés mozambicaines.

Article fondé sur de l'information tirée du rapport "The Human Rights Impacts of Tree Plantations in Niassa Province, Mozambique", publié par FIAN International pour l'alliance Hands off the Land, septembre 2012, <http://www.fian.org/fileadmin/media/publications/PR - 2012.10.16 - Tree plantations Niassa Mozambique.pdf>

[index](#)

---

- Argentine : Harvard défend avec acharnement ses plantations forestières



L'Université d'Harvard est propriétaire, par l'intermédiaire de l'Harvard Management Company (HMC) du plus grand fonds d'investissement du monde, qui gère annuellement 32 milliards de dollars. Sur ce total, près de 15 % sont affectés à des investissements forestiers dans le monde.

En Argentine, Harvard est propriétaire de 87 000 hectares dans la province de Corrientes, où les sociétés Empresas Verdes Argentinas S.A. (EVASA) et Las Misiones S.A. gèrent des plantations de pins et d'eucalyptus.

Le système de production par la plantation d'arbres à grande échelle est idéal pour obtenir des bénéfices rapides parce qu'il emploie des travailleurs peu nombreux et en situation de précarité, qu'il reçoit de l'aide du gouvernement national et des gouvernements provinciaux (exemption d'impôts, stabilité fiscale), et que les conditions climatiques favorisent la croissance rapide des espèces utilisées : les pins et les eucalyptus.

Ces investissements de la HMC ont été critiqués par des organisations écologistes et par la population locale, qui dénoncent l'impact environnemental et l'accaparement de terres des entreprises. Pourtant, le public n'a pris connaissance de ces critiques que

lorsqu'un groupe d'étudiants et de professeurs d'Harvard a mené une enquête et publié un rapport critiquant les activités de leur propre université à Corrientes [1].

En avril, Adrián Obregón [2], mon collègue paysan de l'Iberá, et moi-même, nous avons eu la possibilité de voyager à l'Université d'Harvard, invités par un groupe d'élèves et de professeurs qui s'inquiétaient du manque d'éthique des investissements de leur université.

Au cours d'une réunion avec Lars Peter Knoth Madsen, secrétaire privé de la présidente d'Harvard, Kathryn Murtagh, directrice de la HMC, et Jameela Pedicini, vice-présidente chargée des investissements durables de la HMC, nous avons pu écouter personnellement les arguments de l'université en défense de ses investissements.

Avant même que notre vol de retour n'ait atterri à Corrientes, Argentine, Andrew Wiltshire (Directeur des actifs alternatifs de la HMC) publiait dans le journal universitaire d'Harvard (The Crimson) une dure réponse aux inquiétudes que nous avons formulées, et défendait avec acharnement les plantations d'arbres en régime de monoculture.

L'argumentation de la HMC est constamment fondée sur les grands mythes qui entourent l'activité forestière : les plantations d'arbres sont considérées comme des forêts, elles aident à combattre le changement climatique et la certification du FSC garantit la durabilité environnementale, la justice sociale et la responsabilité des entreprises à l'égard de la communauté.

Or, si les longs débats de diverses organisations écologistes, paysannes, indigènes et syndicales du monde qui s'opposent à ces mythes ne représentent pas grand-chose pour les directeurs de la HMC, il suffit de voir ce qui se passe dans le cas concret de notre territoire, motif de la discussion actuelle.

Sur les 87 000 hectares que possède la HMC à Corrientes, près de 50 % se trouvent dans la réserve provinciale Iberá, un écosystème de marécages, de marais et d'étangs. Des millions d'arbres ont été plantés dans des zones humides, des savanes et des pâturages qui, d'après WWF et BirdLife, sont de grande valeur pour la conservation, les remplaçant par des plantations de pins où rien d'autre ne pousse.

La HMC affirme avoir créé des réserves et des zones tampon contre l'impact des plantations forestières, mais elle les a faites dans des zones peu productives où il aurait coûté très cher de planter des pins. À de nombreux endroits, ses propres techniciens ont recommandé de retirer les pins et de cesser de planter, mais ces recommandations ont été complètement ignorées, par exemple dans les zones où pousse un palmier nain très rare (*Butia paraguayensis*), espèce autochtone classée par l'UICN dans la catégorie de vulnérabilité extrême.

À Corrientes, de nombreuses études comparent la biodiversité des sites affectés à l'élevage extensif avec celle des plantations industrielles d'arbres. L'exemple type en est la coexistence du cerf des Pampas et du bétail dans la zone des marécages de l'Aguapey (rive orientale de l'Iberá), et la disparition de ce cervidé à mesure qu'avancent les plantations de pins. D'autre part, l'initiative « Alianza del Pastizal » affirme que le maintien de l'élevage extensif dans les pâturages naturels est très convenable pour la biodiversité.

Adrián Obregón, le représentant des paysans qui a discuté avec la HMC, est originaire de la localité de Montaña, située dans les marécages de l'Iberá ; cette zone rurale est adjacente à la propriété Santa Julia, qui appartient à Las Misiones S.A. « De nombreux habitants de Montaña sont encerclés par les plantations d'arbres de Santa Julia », dit Adrián. « Autour du lac d'Ipacarapá, qui fait partie de notre territoire ancestral et sur les bords duquel se trouvait la maison de mon grand-père, tout est planté d'arbres aujourd'hui, même dans l'eau il y a des pins. Il ne reste qu'une petite forêt indigène dans laquelle nous ne pouvons pas entrer sans devenir des 'intrus' en propriété privée. L'entreprise Las Misiones S.A. est propriétaire d'un tiers du lac », raconte-t-il.

Ipacarapá joue un rôle important dans la culture guarani de la zone parce que c'est un lieu de récréation et de pêche et le symbole de légendes et de mythes ancestraux nombreux. Aujourd'hui, l'apparence du lac a été détruite, et les habitants originels n'y ont plus accès. Mais pour la HMC et pour la Rainforest Alliance, la société qui l'a certifiée, cela ne fait pas partie des droits des peuples originaires ; dans les rapports de certification FSC d'EVASA et de Las Misiones, à l'endroit concernant les peuples originaires la seule case cochée d'un X est « no corresponde », ce qui veut dire que leur existence n'est pas reconnue.

Un autre exemple du manque de corrélation entre le discours sur la responsabilité et la réalité de la gestion sur le terrain est le cas des chemins ruraux. Les camions des entreprises forestières d'Harvard sont les principaux responsables de la détérioration des chemins. Dans le village de Chavarría, le problème a commencé à être résolu après que les voisins, las que leurs réclamations restent sans réponse, ont coupé la route n° 22 et bloqué le passage des camions de l'entreprise EVASA.

Quant aux mécanismes de dialogue prévus par le système de certification FSC, nous pouvons affirmer qu'ils brillent par leur absence dans la province de Corrientes. L'entreprise Las Misiones S.A. a récemment obtenu la certification forestière mais, le 18 mai, sa page web ([www.lasmisionessa.com.ar](http://www.lasmisionessa.com.ar)) n'affichait aucune information à ce sujet et aucune information n'y figurait quant à la convocation d'une quelconque réunion. D'autre part, la page web du FSC en Argentine n'existe même pas. Aucune réunion n'a été convoquée non plus par les médias dans les villages proches.

Les réclamations unanimes que les paysans, les travailleurs et les écologistes de la zone adressent à Harvard sont simples et claires :

- 1) que la libre organisation des travailleurs soit permise et garantie, et qu'ils disposent d'un moyen transparent et sincère pour présenter aux entreprises leurs revendications quant aux conditions de travail ;
- 2) que Harvard arrête l'expansion de ses plantations jusqu'à ce qu'une étude d'impact environnemental véritable, publique, participative et accumulative de toutes les plantations ait été effectuée ;
- 3) que l'on crée une zone tampon entre les plantations et les petits producteurs et paysans.

Emilio Spataro, coordinateur de Guardianes del Iberá, adresse électronique :[coordinador@salvemosalibera.org](mailto:coordinador@salvemosalibera.org).

[1] <http://www.oaklandinstitute.org/informe-harvard-argentina>

[2] Délégué provincial de la FONAF (Fédération des organisations nationales de

l'agriculture familiale) et vice-président de l'APPPC (Association provinciale des petits producteurs de Corrientes).

[index](#)

---

- Chili : les plantations forestières ont causé l'incendie de Valparaíso



Début 2012, de féroces incendies ont ravagé des milliers d'hectares dans plusieurs régions du pays, dont l'Araucanía et la région du Biobío, situées dans le centre-sud du pays. Dans ces régions et dans celle de Maule, où les taux de chômage, d'émigration et de pauvreté sont les plus élevés du pays, se concentre presque la totalité des plus de trois millions d'hectares de plantations industrielles d'arbres exotiques, surtout de pins et d'eucalyptus, créées grâce à des politiques officielles d'incitation, d'expansion et de projection. Deux des principaux groupes économiques du Chili, CMPC (propriétaire de Forestal Mininco S.A.) et Arauco, contrôlent 70 % du secteur forestier, et leurs plantations ont envahi des territoires traditionnels des Mapuches [voir le bulletin n° 174 du WRM]. Les plantations industrielles de pins et d'eucalyptus assèchent les terres, pompent l'eau des nappes phréatiques et engendrent de véritables déserts, dans le sens d'endroits sans aucune diversité végétale. Cela, joint à la forte chaleur et à la sécheresse de la structure de ces arbres, surtout celle des pins, met ces plantations en danger permanent d'incendie.

À cette occasion-là, les incendies ont eu des conséquences dramatiques, et plusieurs pompiers volontaires sont morts. Quelques autorités officielles et certains hommes d'affaires ont accusé les Mapuches de la tragédie. De leur côté, plusieurs organisations mapuches ont accusé directement les entreprises et dénoncé qu'il s'agissait d'une campagne orchestrée par des secteurs politiques et d'affaires, qui visait non seulement à détourner l'attention des vrais responsables mais aussi, en une attitude ouvertement raciste, à intensifier la criminalisation et la stigmatisation de ceux qui revendiquent leurs droits ou défendent leurs territoires.

Le 12 avril 2014, le risque d'incendie que comportent les plantations industrielles d'arbres s'est traduit, une fois de plus, par une tragédie à Valparaíso. L'incendie a fait 15 morts, consumé plus de 900 hectares et détruit près de 3 000 maisons. Valparaíso est une ville portuaire entourée de plantations d'espèces exotiques très inflammables, qui jouxtent les collines et les banlieues. D'après l'organisation Mapuexpress [1], il s'agit d'un exemple clair de ce qui est en train d'arriver à divers endroits du centre-sud du Chili, où les plantations industrielles de pins et d'eucalyptus représentent un énorme danger d'incendie.

Mary T. Kalin Arroyo, Prix national des Sciences 2010 et directrice de l'Institut d'écologie et de biodiversité (IEB) de l'Université du Chili – citée par Mapuexpress – vient d'envoyer une lettre à la section Opinion du journal La Tercera, où elle manifeste son inquiétude face à « la tragédie associée à l'incendie qu'a subi Valparaíso ce week-end », laquelle « nous oblige à réfléchir à ce qui l'a causé et aux raisons pour lesquelles il a été si difficile de le contrôler ».

À ce sujet, Kalin ajoute : « Un aspect peu mentionné est la composition de la végétation naturelle des collines de Valparaíso ; c'est le fourré typique du Chili, inflammable mais pas autant que les espèces exotiques (eucalyptus, pins et acacias) qui ont été plantées dans la zone. L'Eucalyptus globulus est considéré comme une des plantes les plus inflammables du monde. Ses feuilles contiennent des composés volatils qui produisent localement des incendies explosifs. Une fois en feu, l'écorce se détache et provoque des foyers additionnels. Les pins contiennent beaucoup de résine dans leurs feuilles. L'Acacia dealbata, courante dans la région centrale du Chili, figure parmi les plantes les plus inflammables de Tasmanie, sa région d'origine ». [2]

Pour sa part, le journal électronique « el desconcierto » commenta que le foyer de l'incendie qui a brutalement rasé les collines de Valparaíso est entouré des plantations forestières de l'entreprise Forestal Valparaíso S.A., et ajoute : « En outre, les espèces comme le pin contiennent et sécrètent de la térébenthine, une substance inflammable qui, exposée à la chaleur, peut provoquer ou propager des incendies. À cette situation s'ajoute l'inexistence de mesures de protection, comme des coupe-feu aux dimensions appropriées à la réalité nationale. Près de 2,9 millions d'hectares de plantations forestières se trouvent entre la région de Valparaíso et l'Araucanía ; 68 % correspondent à des plantations industrielles de pins (*Pinus radiata*) et 23 % à des plantations d'eucalyptus (*Eucalyptus* spp.) ». [3]

L'industrie forestière et certains secteurs politiques ont l'intention de doubler la superficie des plantations d'arbres. Ils feraient bien de prendre en compte ce qu'a dit Mary T. Kalin dans sa lettre : « ... Il faut en tirer des leçons ».

Article fondé sur des informations tirées de :

[1] "Incendio en Valparaíso ¿Más expansión de pinos y eucaliptos?", Mapuexpress, <http://mapuexpress.org/incendio-en-valparaiso-mas-expansion-de-pinos-y-eucalpitus/>

[2] "Incendio en Valparaíso", <http://www.latercera.com/noticia/opinion/correos-de-los-lectores/2014/04/896-573964-9-incendio-en-valparaiso.shtml>

[3] "Incendio en Valparaíso: las responsabilidades del sector forestal", <http://eldesconcierto.cl/incendio-de-valparaiso-las-responsabilidades-del-sector-forestal/>

[index](#)

---

- Uruguay : les latifundia forestiers des transnationales



Au début des années 1990, et par suite du Code forestier de 1987, la superficie des plantations d'arbres commence à augmenter considérablement en Uruguay, avec des taux annuels de plantation parfois supérieurs à 50 000 hectares.

Dans les premières années de la décennie, les transnationales n'avaient pas encore une position hégémonique dans le secteur en ce qui concerne les superficies plantées, mais deux entreprises sont créées qui joueront bientôt un rôle prépondérant : EUFORES S.A. et Forestal Oriental. La première est une filiale du groupe espagnol Ence ; la deuxième est un groupement de deux sociétés majoritaires, Shell des Pays-Bas et UPM-Kymmene de Finlande. Les deux se mettent bientôt à planter des eucalyptus dans l'ouest du pays. Shell commence ensuite à transférer ses plantations à Ence. Avec l'arrivée dans le centre du pays de l'entreprise suédo-finlandaise Stora Enso en 1996, et de la société états-unienne Weyerhaeuser dans le nord en 1997, se consolide en Uruguay le règne des transnationales qui deviennent les principales acheteuses de terres pour la sylviculture. (\*)

Cette période correspond à une première étape de l'expansion du capital forestier des pays du Nord, qui consiste dans l'agrandissement de leurs plantations pour alimenter leurs installations industrielles d'Europe ou d'Amérique du Nord. Ence, par exemple, approvisionne en bois uruguayen ses usines de pâte et de papier en Espagne. Dans la période suivante, les mêmes entreprises viseront à installer leurs usines de pâte à côté de leurs nouvelles plantations en Amérique du Sud ; tel est le cas des usines d'Ence et d'UPM en Uruguay.

Avec la crise financière de 2008, à la fin de cette période les seuls projets d'usines de pâte qui restent sur pied sont ceux d'UMP et d'Ence, cette dernière appartenant alors au consortium Montes del Plata constitué par Stora Enso et la société chilienne Arauco, lesquelles possèdent, en plus de l'usine de pâte, plus de 270 000 hectares. Le secteur devient ainsi fortement concentré, les petits producteurs sylvicoles s'en retirant progressivement.

#### Principales entreprises sylvicoles en Uruguay vers 2011

Entreprise	Capitaux	Terres en propriété (ha)	Plantations gérées (ha)
Montes del Plata (Stora Enso et Arauco)	Suède, Finlande, Chili	270 000	156 500
Forestal Oriental	Finlande	231 500	151 000

(UPM)			
Global Forest Partners	Étrangers	140 595	--
Weyerhaeuser	États-Unis	140 000	55 000
Forestal Atlántico Sur	Chili, Uruguay	75 000	--
Grupo Forestal	Chili	40 000	16 000
Regions Timberland Group	États-Unis, pays européens	32 500	20 150
Phaunos Timber Fund	--	31 500	--
Cofusa	--	30 000	--
Caisse des professionnels universitaires	Uruguay	18 000	--
Caisse bancaire	Uruguay	18 000	7 739
Caja notariale	Uruguay	12 748	9 102
FYMNSA	Uruguay	8 751	--
Riermol	--	8 610	--
GMO Renewable Resources	--	--	25 000

Note : les cases vides correspondent à des données qu'il n'a pas été possible d'obtenir.

Source : tableau élaboré par l'auteur.

Le débat sur le passage et la concentration de la terre dans des mains étrangères porte inéluctablement sur les sociétés transnationales qui, en Uruguay, figurent parmi les leaders du secteur forestier. Le processus de concentration foncière est évident dans la région, et il est étroitement lié au prix des produits agricoles et forestiers au cours des premières années du 21<sup>e</sup> siècle.

À ce sujet, il faut faire la distinction entre la concentration des terres et celle des plantations d'arbres. Dans cette région, dans les terres qu'une entreprise achète il y a des zones rocheuses, des marais, des chemins intérieurs, des parcelles de forêt indigène, etc., qui limitent la plantation. En Uruguay, celle-ci occupe en moyenne 61 % de la propriété. Ainsi, la superficie des terres que possède l'entreprise est bien plus grande que celle de ses plantations.

À cette distinction nécessaire entre terres et plantations vient s'ajouter une deuxième difficulté : certaines entreprises passent des contrats avec des tiers pour accroître la superficie cultivée, soit en prenant des terres à bail, soit en donnant aux propriétaires les fournitures et la formation nécessaires pour qu'ils plantent selon les normes de l'entreprise, celle-ci s'engageant en retour à acheter leur production.

Une difficulté supplémentaire se présente quand on veut aller au-delà de la quantification de la concentration au niveau national, pour comprendre le phénomène au niveau local. Les entreprises publient en général les chiffres concernant le total de leur patrimoine, et il est rare qu'elles précisent l'emplacement exact de leurs terres et

de leurs plantations.

À l'échelon national, le taux de concentration des plantations est encore plus élevé en sylviculture qu'en agriculture, où il est déjà énorme. En 2009, cinq entreprises agricoles de l'Uruguay représentaient « plus de 20 % des terres cultivées du pays », mais la plupart de ces terres était louée à des tiers. En revanche, quatre entreprises concentraient en 2010 31 % des plantations d'arbres du pays, soit près de 300 000 ha sur les 950 000 hectares plantés. À la différence des entreprises agricoles, celles-ci étaient propriétaires de la plupart des terres plantées.

En mesurant le pourcentage du total des plantations d'un territoire donné que possède chaque entreprise on comprend mieux les hiérarchies entre les divers acteurs du secteur. Mais, en plus, cela permet aussi de différencier les cas où une seule entreprise domine l'activité et ses effets sur la société locale (emplois directs et indirects, dynamisation de l'activité commerciale, sociabilité, etc.) des cas où plusieurs entreprises sont simultanément présentes dans la zone. On peut distinguer ainsi les zones très dépendantes d'un seul acteur productif, de celles où le degré de dépendance est moindre.

En affinant davantage l'analyse, nous voyons que certaines entreprises concentrent un fort pourcentage des plantations d'arbres au niveau local. Dans le littoral uruguayen, les transnationales Forestal Oriental et Montes del Plata se répartissent la place et possèdent 30 % à 40 % des plantations. Sur le reste du territoire, la concentration de la terre est importante également mais à un degré moindre, le pourcentage étant d'environ 25 % dans le nord et dans le sud-ouest. En revanche, la concentration est faible dans le sud-est du pays, en raison de la coexistence de nombreuses entreprises et de beaucoup de propriétaires de plantations petits et moyens.

Les taux de concentration supérieurs à 20 % correspondent à des territoires où les entreprises forestières sont très peu nombreuses, ce qui leur donne un grand pouvoir de négociation avec les autorités publiques. C'est dans ces régions que la question de la dépendance de la société vis-à-vis de ces acteurs devient évidente.

(\*) L'auteur a choisi le terme "sylviculture", plutôt que celui de « boisement », pour désigner l'activité de ceux qui plantent des arbres en régime de monoculture : comme n'importe quel agriculteur, ils cultivent des arbres en labourant la terre et en utilisant des produits agricoles chimiques, et au bout de plusieurs années ils récoltent ce qu'ils ont planté. La FAO et d'autres institutions qui encouragent la monoculture d'arbres essaient de dissimuler le caractère agricole de cette activité, en appelant « forêts » ces plantations sylvicoles et en leur attribuant des qualités positives pour l'environnement, comme s'il s'agissait d'écosystèmes indigènes.

Envoyée par Grupo Guayubira, [info@guayubira.org.uy](mailto:info@guayubira.org.uy), extrait et adapté de : "Forestación, territorio y ambiente. 25 años de silvicultura transnacional en Uruguay, Brasil y Argentina", Pierre Gautreau, 2014, Editorial Trilce, Uruguay.

[index](#)

---

- Le projet REDD d'Ulu Masen en Indonésie : du vent



Le projet d'Ulu Masen a été formulé en 2008 dans le but de générer 3,3 millions de crédits carbone par an. Ulu Masen est devenu le premier projet REDD à être validé suivant la norme Climat, Communauté et Biodiversité. En 2012, Chris Lang, du REDD-Monitor, a visité Aceh et trouvé que le projet n'existait plus. Cet article est basé sur sa visite et sur des rapports sur Ulu Masen (<http://www.redd-monitor.org/tag/ulu-masen/>).

Le projet d'Ulu Masen, qui comprenait une superficie de 770 000 hectares dans la province d'Aceh du nord de Sumatra, avait été développé par l'organisation écologiste Fauna & Flora International (FFI), la société d'échange d'émissions Carbon Conservation et le gouverneur d'Aceh de l'époque, Irwandi Yusuf, dans le but de générer et de vendre 3,3 millions de crédits carbone par an pour financer « des projets de conservation et de développement pour les communautés locales ».

Le projet comprenait 428 757 hectares de concessions forestières et 310 991 hectares de forêt protégée. Les concessions forestières étaient inactives en raison du moratoire déclaré en 2007 et des pressions exercées par les villageois et les ONG pour éviter que les entreprises les remettent à flot. « Même sans REDD, ils étaient décidés à préserver leur forêt », a expliqué le leader indigène Anwar Ibrahim, qui habite juste à côté de la zone du projet Ulu Masen. Depuis 2007, il a participé à plus de 30 réunions sur REDD.

Le 6 février 2008, Ulu Masen est devenu le premier projet REDD validé suivant les normes de l'alliance Climat, Communauté et Biodiversité. En 2008, la banque Merrill Lynch, qui s'appelle maintenant Bank of America, avait promis d'acheter des crédits carbone du projet pour un total de 9 millions de dollars. En 2011, aucun crédit carbone n'ayant été généré, Carbon Conservation a vendu 50 % de ses actions à la société minière canadienne East Asia Minerals Corporation.

### Des problèmes non résolus

Une enquête publiée en novembre 2009 dans Environmental Research Letters a conclu que le projet « pourrait ne pas réduire le déboisement dans le nord de [l'île de] Sumatra de façon significative », surtout parce qu'une bonne partie de la forêt comprise dans la zone du projet REDD était protégée du fait de son inaccessibilité, et aussi parce que la plupart des forêts de plaine du nord de Sumatra resteraient à l'extérieur du projet REDD et seraient donc exposés à l'expansion combinée des plantations de palmiers à huile et du réseau routier.

La transformation des concessions forestières en forêts protégées et la création de zones protégées ont des implications concernant des questions foncières qui n'avaient pas été résolues au moment où le Document descriptif du projet d'Ulu Masen a été

rédigé, fin 2007. Ces questions foncières sont cruciales pour les communautés, et le fait qu'elles n'aient pas été résolues porte à se demander comment les communautés auraient pu donner leur consentement « préalable » et « informé » au projet, alors que les consultations n'étaient même pas finies.

## REDD, un système pas très clair

Dans un rapport publié en 2010 par l'Institut des Stratégies environnementales mondiales figure un entretien de Lesley McCulloch avec Pak Sabibasyah, leader indigène de Geumpang, district de Pidie. Pak Sabibasyah a dit :

« On nous a dit très peu de chose sur REDD. La FFI a été ici pour discuter avec nous, mais surtout au sujet de la protection des forêts et des fleuves pour nos voisins en aval. Nous nous demandons même si le personnel de la FFI comprend le système REDD, parce que l'information n'est pas très claire. Mais ce que nous voulons est très simple : qu'on ne nous traite pas comme des enfants dans notre propre territoire. Nous sommes la partie prenante la plus importante du projet REDD ; alors, pourquoi avez-vous des informations que nous n'avons pas, et comment est-ce possible, puisque le projet REDD concerne notre vie, et non la vôtre ? Voilà la question que nous posons à la FFI ».

McCulloch a commenté : « Malheureusement, il n'y a eu aucun consentement préalable, libre et informé des peuples indigènes ; il n'y a eu non plus aucun appui, aucune participation totale (ni même partielle) des communautés locales ».

SmartWood est un programme de l'ONG Rainforest Alliance (RA) qui gère des services de vérification à plusieurs endroits, autant pour la validation que pour la vérification de projets concernant le carbone. En 2008, il a rédigé un rapport d'inspection pour la validation du projet Ulu Masen. Bien que l'inspection ait fini par valider le projet, le rapport de SmartWood a révélé que « le personnel-clé de la FFI n'avait pas vu ou connaissait très peu » le document descriptif du projet. Cela aurait dû poser de sérieux doutes sur l'information dont disposaient les communautés et sur les répercussions qu'aurait le projet sur leurs moyens d'existence.

Anwar Ibrahim, leader indigène qui habite juste à côté de la zone du projet d'Ulu Masen, a raconté au REDD-Monitor, en 2012, comment il avait entendu parler de REDD pour la première fois :

« En 2007, Frank Mombert, de la FFI, a organisé une réunion à l'hôtel Hermes de Banda Aceh. C'est là que la discussion a porté sur le carbone et sur l'idée que les gens pouvaient obtenir de l'argent s'ils conservaient leur forêt. L'idée d'Ulu Masen provenait de la FFI, qui jouait le rôle d'intermédiaire entre le gouvernement d'Aceh et les investisseurs. Depuis, nous n'entendons parler que de REDD, REDD+ et REDD++. Mais ne me demandez pas ce que cela veut dire parce que je ne le sais pas. »

En Aceh, T. Camarud Zaman, chef du village de Sarah Raya situé à l'intérieur de la zone du projet, a demandé :

« Qu'est-ce que le processus REDD ? Nous avons entendu dire qu'on avait vendu du carbone. Où est l'argent ? Le bruit a couru que la carte produite

avec l'aide de la FFI n'avait pas été acceptée par le gouvernement parce qu'il y a des zones communautaires dedans. Les membres de la communauté ont participé à la réalisation de cette carte, mais nous ne savons pas ce qui s'est passé ensuite. »

En plus des questions des communautés locales, d'autres questions sur le projet REDD d'Ulu Masen ont été posées ailleurs. En mai 2008, la société conseil Development Alternatives a rédigé un rapport où elle examinait la possibilité que le Programme des services environnementaux de l'USAID participe aux marchés du carbone indonésiens. Development Alternatives a conclu que « le gouvernement n'a pas la capacité de mettre en œuvre un projet d'échange d'émissions », et elle a ajouté : « heureusement, il est probable que ces projets seront mis en œuvre par le secteur privé ou par des associations public-privé ».

Dans son rapport, Development Alternatives présente une liste des problèmes que le projet d'Ulu Masen n'a pas traités en public :

- \* les nombreux problèmes fonciers, d'une importance critique ;
- \* la question de la distribution des bénéfices (combien, qui, quoi, où et comment) ;
- \* les accords passés entre les défenseurs du projet, qui n'ont pas stipulé en quoi ces accords consistaient ;
- \* les activités sur le terrain avec les habitants des 750 000 hectares n'ont été décrites ou définies qu'en termes généraux.

Le rapport de Development Alternatives a été publié trois mois après que SmartWood a validé le projet d'Ulu Masen pour avoir estimé qu'il était conforme aux normes de la CCBA. Les problèmes soulevés n'ont jamais été examinés et, cinq ans plus tard, Ulu Masen est devenu le premier projet REDD à avoir perdu la validation de la CCBA.

Aucun crédit carbone en provenance d'Ulu Masen n'a été vendu, et la FFI a retiré son soutien du projet. Dorjee Sun, directeur de Carbon Conservation, n'a pas répondu aux questions du REDD-Monitor à ce sujet. Le projet REDD d'Ulu Masen est absolument paralysé. Pendant ce temps, les forêts d'Aceh sont plus menacées que jamais.

[index](#)

---

- L'Alliance pour la souveraineté alimentaire des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes

# **Alianza Soberanía Alimentaria América Latina/Caribe**



Les 2 et 3 mai 2014 s'est tenue à Santiago du Chili la IV Conférence spéciale sur la souveraineté alimentaire des mouvements sociaux d'Amérique latine et des Caraïbes, organisée par l'Alliance pour la souveraineté alimentaire des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes, une importante coalition formée en 2012 et constituée par des mouvements sociaux de peuples indigènes, de paysans, de travailleurs ruraux, de pêcheurs artisanaux, de femmes, d'écologistes et d'ONG.

L'Alliance pour la souveraineté alimentaire des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes vise à connecter des secteurs ruraux et urbains afin d'unifier les revendications communes en faveur de la souveraineté alimentaire.

La FAO ayant proclamé l'Année internationale de l'agriculture familiale et son but prioritaire étant l'éradication de la faim et de la pauvreté en Amérique latine et aux Caraïbes, les diverses organisations membres de l'Alliance ont estimé qu'il était important de se réunir pour discuter des principales considérations des mouvements sociaux à ce sujet.

Le premier point considéré par l'Alliance est que le terme agriculture familiale est insuffisant. À l'heure actuelle, le secteur qui produit des aliments à petite échelle et qui contribue à la souveraineté et à la sécurité alimentaires des peuples latino-américains et caribéens est constitué par des hommes et des femmes, des agriculteurs familiaux, des paysans, des indigènes et des pêcheurs artisanaux.

Les mouvements sociaux reconnaissent et apprécient les efforts que fait la FAO pour éliminer la faim et la pauvreté. Néanmoins, il n'est pas possible de résoudre un problème sans en attaquer les causes. Le système de production industrielle et de commercialisation à grande échelle basé sur la monoculture et sur l'utilisation de produits agricoles toxiques et d'engrais synthétiques a été la cause principale de l'accaparement de terres et de bénéfices, qui a expulsé de la campagne des milliers de personnes et exterminé des cultures et la biodiversité, en plus de provoquer la pollution des cours d'eau, des sols et des êtres humains.

C'est pourquoi les mouvements sociaux réaffirment que seule la souveraineté alimentaire permettra d'éliminer la faim et la pauvreté dans la campagne, et que, pour y parvenir, la FAO doit considérer la production artisanale d'aliments bons pour la santé comme une partie importante de la solution de ces deux grands problèmes qui

dévastent l'humanité.

À ce sujet, la conférence a déterminé que certains points devaient être considérés comme prioritaires par la FAO pendant la prochaine période : la démarcation des terres indigènes, la réalisation d'une réforme agraire intégrale, l'adoption de politiques publiques favorables à la souveraineté alimentaire (petites industries de traitement, développement de la pêche artisanale, alimentation scolaire, politiques publiques en matière de subsides et d'achat), la garantie des droits des travailleurs ruraux salariés et la fin du travail dans des conditions d'esclavage.

Au-delà du débat qui doit avoir lieu par la voie institutionnelle à partir du dialogue avec la FAO, les membres de l'Alliance ont réaffirmé leur décision de continuer à lutter sans relâche pour la production d'aliments sains, en défendant la terre et les semences indigènes, en préservant la biodiversité, en protégeant l'environnement et en nourrissant l'humanité.

Dayana Mezzonato, Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST) du Brésil et de La Vía Campesina.

Voir aussi la déclaration issue de la rencontre (en espagnol), [http://www.biodiversidadla.org/Principal/Coberturas\\_especiales/IV\\_Conferencia\\_Especial\\_para\\_la\\_Soberania\\_Alimentaria](http://www.biodiversidadla.org/Principal/Coberturas_especiales/IV_Conferencia_Especial_para_la_Soberania_Alimentaria)

[index](#)

---

## LES GENS SE METTENT À L'OEUVRE

- Cameroun : appel à l'action contre Herakles Farms

Dans le contexte du transfert massif de terres en concession qui a eu lieu au Cameroun au cours des cinq dernières années, une décision présidentielle a octroyé en 2013 à la société états-unienne Herakles Farms presque 20 000 hectares de terres indigènes pour la réalisation d'une plantation industrielle de palmiers à huile, en ignorant l'opposition de longue date de la population et des organisations locales à ce projet qui détruirait une zone de forêt dense. L'initiative a donné lieu, en décembre 2013, à un « appel à l'action » international qui a réuni de nombreuses adhésions, pour exiger du président l'annulation de la décision.

Greenpeace organise maintenant un nouvel « appel à l'action » pour condamner et stopper la commercialisation de bois de Herakles. Un communiqué de presse du 27 mai dernier dénonce que Herakles Farms « essaie de sauver sa désastreuse situation financière » et qu'elle a « soudoyé des fonctionnaires gouvernementaux pour obtenir l'autorisation d'exporter du bois illégalement coupé, afin de pouvoir créer une plantation de palmiers à huile dans la région sud-ouest du pays ».

<http://www.greenpeace.org/africa/fr/joignez-vous-a-nous/Stop-the-Chainsaws/Arretez-les-tronconneuses/>

[index](#)

---

- Appel international pour freiner la prolifération des OGM

Une grande coalition d'organisations a lancé un appel international pour demander aux Parties à la Convention sur la diversité biologique et au Protocole de Cartagena sur la sécurité de la biotechnologie d'adopter des réglementations pour freiner la propagation dans l'environnement d'organismes génétiquement modifiés.

Des cas d'invasion de plantes transgéniques dans des écosystèmes et des populations sauvages ont déjà été documentés ; on a constaté également la présence de transgènes dans des variétés autochtones de plantes cultivées, comme le maïs au Mexique et le riz en Chine.

L'impact à long terme de la circulation incontrôlée de transgènes dans l'environnement peut être irréversible. D'autre part, les solutions techniques que proposent l'industrie et quelques gouvernements (par exemple, les technologies GURT ou Terminator, destinées à restreindre la réutilisation de plantes génétiquement modifiées), en plus de ne pas résoudre le problème comportent de nouveaux risques et ne servent qu'à empêcher les agriculteurs de conserver leurs semences.

Les organisations signataires de l'appel souhaitent obtenir un fort soutien de la société civile pour porter ensuite leurs demandes aux réunions des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et à celles de la Convention sur la diversité biologique qui se tiendront en septembre–octobre 2014 en Corée du Sud.

<http://www.stop-the-spread-of-transgenes.org/>

[index](#)

---

#### - Journée internationale contre Chevron

Le 21 mai, Journée internationale contre Chevron, un groupe d'organisations (Unión de Afectados/as por Texaco [Équateur], Confederación Mapuche de Neuquén , Richmond Progressive Alliance, Asian Pacific Environmental Network [Richmond, États-Unis], Environmental Rights Action / Friends of the Earth Nigeria et Kebekache Women Development and Resource Centre , Communautés de la Région de Vaslui ) a fait une déclaration publique pour rejeter les pratiques abusives et irresponsables de la société Chevron.

La manifestation contre cette société pétrolière avant l'assemblée d'actionnaires de l'entreprise, qui a eu lieu le 28 mai dernier à Midland (Texas, États-Unis).

La déclaration, à laquelle ont adhéré plus de 300 organisations du monde entier, exige que l'entreprise prenne la responsabilité de toutes ses atteintes à l'environnement et aux droits de l'homme.

<http://www.antichevron.com/declaracion.html>

[index](#)

---

#### - Inde : des personnes sont expulsées pour "sauver les tigres"

Avec des arguments semblables à ceux qu'on utilise pour expulser les habitants des zones de conservation afin d'y mettre en œuvre des projets REDD, comme c'est le cas de Sengwer au Kenya [voir <http://wrm.org.uy/all-campaigns/your-support-in-needed-the->

[sengwer-people-in-kenya-is-being-forcibly-evicted-from-its-territory/](#)], plusieurs communautés indigènes établies dans les réserves de tigres de l'Inde risquent d'être expulsées de leur territoire d'une minute à l'autre, sous prétexte de « conserver les tigres ».

Survival a rapporté que les Khadia, de la Réserve de tigres de Similipal, ont déjà été expulsés et vivent maintenant dans de très mauvaises conditions, s'abritant sous des bâches en plastique, et qu'ils n'ont pas reçu les indemnités promises.

D'autres tribus de la Réserve de tigres d'Odisha, Inde orientale, qui ont coexisté avec la faune forestière pendant des générations, sont en train de subir des harcèlements et des pressions de la part des gardes forestiers qui veulent les obliger à quitter la réserve, malgré leurs appels désespérés pour qu'on les laisse rester sur leurs terres.  
<http://www.survivalinternational.org/news/10239>

[index](#)

---

- Victoire sur des accapareurs malais de terres en Papouasie-Nouvelle-Guinée

Après un dur combat, les habitants de Collingwood Bay, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, ont récupéré les terres que des forestiers malais et des planteurs de palmiers à huile leur avaient prises.

Au départ, deux concessions d'une superficie de 38 350 hectares avaient été octroyées en 2012 à deux entreprises. Plus tard, la compagnie malaise Kuala Lumpur Kepong (KLK), membre de la Table ronde pour l'huile de palme durable (RSPO) et la société d'investissement malaise Batu Kawan ont acquis des droits sur ces terres par l'intermédiaire d'une troisième, la Collingwood Bay Plantations.

En signe de protestation, les communautés ont porté l'affaire devant le Tribunal national de Port Moresby, lequel vient de déclarer que les contrats de location n'étaient pas valides et d'ordonner à l'État de les annuler. Dans le cas de Collingwood Bay, le tribunal a reconnu que les propriétaires traditionnels n'avaient jamais exprimé leur consentement à la location de leurs terres, et que les demandes de location contenaient de graves irrégularités.

En avril 2013, les propriétaires de terres de Collingwood Bay avaient présenté aussi une plainte formelle à la RSPO, et signalé que la participation de la KLK avait enfreint les politiques de la RSPO. Pourtant, la RSPO n'a pris aucune mesure contre cette entreprise.

La victoire judiciaire remportée par la communauté mettra dans une situation très fâcheuse la KLK, la Batu Kawan et la RSPO.

<http://pngexposed.wordpress.com/2014/05/21/villagers-secure-victory-over-malaysian-land-grabbers-in-papua-new-guinea/>

[index](#)

---

- Accusations et propositions du Mouvement des victimes des barrages du Brésil

Le Mouvement des victimes des barrages de la région du fleuve Madeira, qui réunit des centaines de travailleurs ruraux et urbains, d'agriculteurs, de pêcheurs, de représentants et de leaders des communautés, a organisé une assemblée populaire qui s'est tenue le 17 avril dernier à Porto Velho.

Les personnes concernées ont évalué leurs combats face aux nombreux cas de violation des droits de l'homme dus à l'inondation du fleuve Madeira et à l'installation violente d'usines hydroélectriques dans l'État de Rondônia. Ils en ont accusé les actionnaires du consortium Energia Sustentável do Brasil, responsable de la centrale de Jirau, le consortium Santo Antônio Energia, responsable de la centrale de Santo Antônio, et l'État brésilien.

Plus de 5 000 familles ont été touchées, plus de 100 millions de personnes sont restées sans eau potable, 12 districts de Porto Velho et plus de 50 communautés riveraines du Madeira ont perdu leurs terres, leurs maisons, leur production, leurs outils de travail, leurs équipements et d'autres objets leur appartenant.

À la suite de cette rencontre, le mouvement a rédigé une lettre ouverte et proposé une série de mesures d'urgence et de mesures structurelles pour réagir à la situation dramatique de l'État de Rondônia.

<http://www.mabnacional.org.br/noticia/carta-do-madeira-delibera-es-da-asmbl-ia-popular-dos-atingidos>

[index](#)

---

## RECOMMANDATIONS

- "Permis de piller" - ce rapport de Greenpeace révèle que la plantation de palmiers à huile que la société états-unienne Herakles Farms est en train de faire dans le sud-ouest du Cameroun – une région de grande diversité biologique, entourée de cinq zones protégées – met gravement en péril les forêts et les communautés qui en dépendent.

[http://www.greenpeace.org/africa/Global/africa/publications/Herakles\\_Permis%20de%20piller\\_02\\_BD.pdf](http://www.greenpeace.org/africa/Global/africa/publications/Herakles_Permis%20de%20piller_02_BD.pdf)

[index](#)

- "Carbone contre nourriture" - Etude de cas sur les projets de "compensation carbone forestière équitable" de la société française Pur Projet. C'est dans la région de San Martin (Pérou) que Pur Projet expérimente ses premiers projets qui doivent aboutir à la mise sur le marché – d'abord volontaire – de crédits carbone. Le Pérou est caractérisé par un droit foncier où les communautés paysannes et autochtones peuvent se voir dépossédées de leurs titres de propriété foncière. Cela peut être le cas lors de la création d'une aire protégée dans le cadre des politiques publiques de préservation de l'environnement comme les projets de « compensation carbone » de Pur Projet qui peuvent exacerber les conflits fonciers. [http://www.amisdela terre.org/IMG/pdf/brochure\\_perou\\_les\\_amis\\_de\\_la\\_terre\\_web.pdf](http://www.amisdela terre.org/IMG/pdf/brochure_perou_les_amis_de_la_terre_web.pdf)

[index](#)

---

Bulletin mensuel du Mouvement Mondial pour les Forêts (WRM)  
Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et portugais  
Editor en jefe: Winfridus Overbeek  
Redactora responsable: Raquel Núñez Mutter  
Apoyo editorial: Elizabeth Díaz, Flavio Pazos, Teresa Perez

Secrétariat International du WRM  
Maldonado 1858 - 11200 Montevideo - Uruguay  
tel: 598 2413 2989 / fax: 598 2410 0985  
wrm@wrm.org.uy - <http://www.wrm.org.uy>

